

En revenant de Nantes écoeurés

26 février 2014

JP Lebrun

Je reproduis ici un mail reçu par un collègue militant de la Confédération Paysanne, agriculteur retraité, qui était présent samedi dernier à Nantes pour manifester contre l'Ayraultport du premier sinistre. Vous trouverez également plus bas les témoignages qu'il évoque dans son texte, ainsi qu'une lettre ouverte adressée à Valls par une conseillère générale. Yo.

Bonjour,

Comme vous le savez, nous sommes profondément attaché à des valeurs simples qui tournent autour de ce qu'on appelle "le bon sens paysan".

Donc, samedi 22 février nous sommes allés à Nantes, comme bon nombre d'entre vous, pour soutenir nos collègues qui résistent depuis des dizaines d'années à l'implantation d'un aéroport qui les priverait de leur outil de travail. Comme c'est une lutte paysanne, bon nombre d'entre nous sont venu avec un autre outil de travail essentiel : il y avait quand même 520 tracteurs dans les rues nantaises, des petits, des moyens et des gros appartenant à des CUMAs regroupant bien plus d'agriculteurs que les seuls adhérents de la Confédération Paysanne.

Et puis il y avait cette foule (50, 60000, ... on ne saura jamais) qui était venue par solidarité, en toute sympathie pour cette lutte et aussi pour signifier son désaccord de façon festive.

Beaucoup était déjà venu à l'un ou l'autre des grands rassemblements de ces années dernières à Notre Dame Des Landes. A l'époque les autorités avaient préféré cacher les forces de l'ordre pour ne pas inciter à provoquer d'incidents ; d'ailleurs sage précaution qui se trouve confirmée par ce qui s'est passé samedi.

D'autres venaient pour la 1ère fois parce que cette lutte de bon sens ne peut que s'étendre et "contaminée" tous les citoyens disons "de base".

Comme nous sommes militants, nous avons organisé une autre réunion en marge de ce rassemblement pour coordonner nos points de vue et nos actions sur un autre front les OGMs. Donc nous sommes arrivés très tôt à Nantes et avons été frappé par l'importance des mouvements de véhicule de police en ville.

Ci-joint, vous avez quelques témoignages de citoyens ordinaires qui ont vu ce qui s'était vraiment passé lors de cette manifestation et qui n'a pratiquement pas été relayé par la grande presse.

Et comme nous y étions voilà aussi notre avis. Nous vous remercions de relayer au maximum ce message puisque ce qui est dedans ne paraîtra jamais dans le journal et on ne l'entendra jamais à la radio ou à la télé.

Le départ de la manif étant prévue sur la place devant la préfecture, la foule s'est rassemblée et des tracteurs se sont alignés rue de Strasbourg dès la fin de la matinée. Bon nombre de militants avait vu sur internet un plan du premier circuit prévu. Celui-ci devait passer par le boulevard des 50 otages, axe central de la ville habituel pour de nombreuses manifestations. Visiblement il avait été modifié en dernière minute par les autorités avec les instructions pas de manifestants dans le centre ville avec beaucoup de commerce en pleine activité le samedi après-midi.

Cette présence policière extrêmement dense empêchant tout passage sur la droite de la rue de Strasbourg ne pouvait qu'exciter les volontés d'en découdre des plus violents des manifestants. A l'Hôtel de Ville en haut de la rue de Strasbourg ils ont déversés des quantités de peinture sur les grillages et les CRS (les bleus devenant blancs), mais aussi sur les vitres et murs de la Mairie. Plus bas, une vitrine Vinci n'a pas pu résister et quand nous sommes arriver sur le cours D'Estienne D'Orve c'était impossible de continuer tellement de gaz lacrymos étaient

balancés plus loin en bas du Cours des 50 otages, le vent ramenant tout vers nous.

Après avoir rebroussé chemin dans la rue de Strasbourg et retrouvé nos esprits nous sommes repartis plus loin pour contourner le quartier Neptune en passant dans un chantier ou une tarrière était déjà entrain de brûler. De cet endroit nous apercevions la guérilla urbaine qui avait tendance à nous suivre et à nous repousser. Finalement nous avons croiser nos copains du comité de soutien du saumurois qui revenaient du terme de la manif ou il y avait les tribunes pour les prises de paroles et nous avons décider judicieusement de les accompagner et de revenir en ville pour trouver un bar. Pendant ce temps les forces de l'ordre étaient arriver vers les tribunes et avec leurs moyens disproportionnés avaient conduit tout le monde a faire comme nous.

En lisant les témoignages ci-joint on ne peut s'empêcher d'être convaincu que les forces de l'ordre étaient là pour contribuer à entrainer l'escalade de violence inévitable en pareille situation afin de discréditer l'ensemble de la manifestation.

Merci à Françoise Verchère d'exprimer notre ressenti à tous dans sa lettre ouverte à M Valls.

Ce projet d'aéroport pose de réel problème de société que les élus qui le soutiennent ne veulent pas voir. Ils ont tort et plutôt que de payer les CRS à faire monter une pression inutile qui a des conséquences non négligeable sur la vie démocratique et la paix civile ils feraient bien de se pencher sur toutes les informations que les opposants à ce projet ont rassemblé afin de prendre les décisions qui s'imposent dans la conjoncture économique, sociale et environnementale d'aujourd'hui.

Monsieur le Ministre de l'Intérieur,

Je vous ai entendu commenter dès samedi soir les événements en marge de la manifestation contre l'aéroport de Notre Dame des Landes et vos propos appellent de ma part quelques réactions et aussi plusieurs questions.

Sur les chiffres d'abord : vous avez parlé de 1000 casseurs et de 20 000 manifestants dont vous avez dit qu'il fallait les différencier des premiers. Je crois décidément que vos services ont un problème avec le calcul car nous étions beaucoup plus de manifestants et il y avait beaucoup moins de casseurs : disons qu'on pourrait diviser le premier chiffre et multiplier le second par deux au moins pour approcher de la vérité. Mais dans cette affaire d'aéroport, la vérité est décidément malmenée depuis longtemps...

Sur les fameux casseurs : je vous avoue que j'ai été très surprise de comprendre que vos services les connaissaient visiblement bien (vous avez donné des précisions sur leur origine, leur positionnement politique) et même qu'ils savaient ce qui allait se passer. Depuis deux jours, les bruits couraient sur des incidents à venir ; les avocats savaient qu'ils risquaient d'être réquisitionnés pour de nombreuses gardes à vue. Samedi matin, au moment où nous étions avec les tracteurs à l'aéroport de Nantes-Atlantique, les policiers présents nous ont spontanément parlé des « blacks blocs », en nous disant « qu'ils allaient gâcher notre manifestation ».

Je m'étonne donc que « les forces de l'ordre » n'aient pas été au fond plus efficaces puisque cela aurait dû être leur mission, n'est-ce pas ? Puisque l'on sait désormais interdire un spectacle avant même qu'il n'ait lieu, et puisque nous n'avons pas sur la ZAD 1000 casseurs ni blacks blocs, pourquoi ne les avez-vous pas fait arrêter avant leur arrivée ? J'imagine que s'ils sont si dangereux, vous avez certainement des preuves et même des faits graves à leur reprocher ?

Mais peut-être préféreriez-vous les arrêter en flagrant délit ? Est-ce pour cela que vous n'avez pas fait protéger l'agence Vinci, située au tout début du parcours de la manifestation, pas plus que des engins de chantier Vinci aussi (car Vinci est partout vous le savez, immobilier, parkings, aéroports...) dont vous saviez qu'ils seraient forcément des cibles ? Est ce pour cela que la Préfecture n'a autorisé qu'un parcours ridiculement petit, jamais vu jusque là ? Est-ce pour cela que les échauffourées localisées dans un périmètre pourtant restreint ont duré plusieurs heures ? Et au bout du compte combien y a-t-il eu d'interpellations ? Une douzaine seulement...C'est assez curieux et à vrai dire difficilement compréhensible alors que les moyens déployés étaient impressionnants, en hommes et en matériel anti-émeute, alors que la fermeture du centre ville était inédite, alors qu'il y avait vraisemblablement des hommes à vous des deux côtés.

Évidemment les images de « la guérilla urbaine » dont vous avez parlé seront reprises à l'envi plus que celles du char-triton, des 520 tracteurs présents ou des nombreuses familles manifestant paisiblement. Évidemment, cela permettra d'occulter une fois encore le fond du dossier, évidemment le chœur des partisans de l'aéroport poussera des cris horrifiés en rejetant la responsabilité sur les organisateurs de la manifestation.

Organisateurs qui ont pourtant tenté d'éviter l'affrontement en interposant des tracteurs entre l'imposant mur de fer érigé et ceux qui voulaient effectivement en découdre.

Organisateurs dont le métier n'est pas d'assurer l'ordre, vous en conviendrez et à qui il serait malvenu de demander de faire mieux que vous... Organisateurs particulièrement choqués, en tout cas, par les propos du Préfet de Loire-Atlantique qui n'a pas hésité à affirmer que nous « opposants historiques » devons cesser « d'être la vitrine légale d'un mouvement armé ». Je me suis pincée pour y croire...encore un peu de temps et nous finirons nous-mêmes par être tenus pour de dangereux terroristes alors que nous avons participé loyalement au débat public, et à toutes les commissions mises en place. Débat déloyal puisqu'il y a une « vérité officielle » intangible même quand elle est contraire aux faits, aux chiffres et à la réalité. Le Premier Ministre ne reconnaît la validité que de la commission du dialogue à qui il avait donné mission de valider à nouveau le projet, mais refuse de regarder les conclusions accablantes de la commission des experts scientifiques au regard de la loi sur l'eau. Comment croire encore à la parole de l'État ?

En réalité, Monsieur le Ministre, tout cela est très lisible et vieux comme le pouvoir.

Pour discréditer notre combat, et tenter de retourner l'opinion publique qui nous est aujourd'hui favorable, on fera appel à la peur du désordre, on utilisera l'image, déplorable je vous l'accorde, des dégradations commises par les méchants casseurs et on justifiera ainsi une nouvelle opération policière pour aller enfin nettoyer la ZAD de ses « délinquants dangereux », en même temps que de ses tritons et de ses paysans. Il faudra mettre les moyens (ils sont mille, ne l'oublions pas, et les tritons innombrables...) mais vous y êtes peut-être prêts pour que « force reste à la loi » ? Permettez-moi de vous le déconseiller car pour que nous, citoyens, acceptions désormais cette clef de voûte théorique de la société, (« la seule violence légitime est celle de l'État »), il faudrait que l'État soit irréprochable, que la loi soit juste et que ses représentants soient dignes du mandat que nous leur avons confié. Vous avez compris, je pense, que ce n'est pas le cas depuis longtemps.

Depuis deux jours, j'ai lu et entendu que le centre ville de Nantes était « saccagé », qu'un commissariat avait été « dévasté », qu'il faudrait du temps pour « panser les plaies de la ville », que les dégâts ne pouvaient pas encore être chiffrés, autant dire que c'était l'apocalypse. Les mots eux-mêmes sont visiblement sens dessus dessous... Puis-je vous suggérer de venir à Nantes pour juger de la situation ? Aujourd'hui dimanche, flottait certes une petite odeur de gaz lacrymogène, mais le tramway roulait et les nantais flânaient. Je ne nie pas les poubelles brûlées, les pavés arrachés, les vitrines brisées et les murs maculés dans le secteur des affrontements. Je déplore ce vandalisme d'autant plus que nous dénonçons par ailleurs le gaspillage d'argent public qu'induirait le transfert de l'aéroport !

Mais je voudrais aussi vous rappeler que samedi des personnes âgées, des enfants ont été noyées sous les lacrymogènes. Et qu'un jeune manifestant a perdu un oeil à cause d'un éclat de grenade assourdissante. Ce n'était pas un casseur. Et cela nous rappelle le même malheur survenu déjà à Nantes, à cause d'un tir tendu de flash ball lors d'une manifestation sans violence devant le Rectorat. Les aubettes seront reconstruites, cela fera même monter le P.I.B mais ce jeune restera, lui, marqué à jamais. Cela m'interroge sur la manière dont les forces de l'ordre utilisent leurs armes et me scandalise davantage que la casse matérielle. Et demain, si le gouvernement persistait dans son projet d'aéroport, la destruction du bocage de Notre Dame des Landes et de la vie qu'il abrite serait elle aussi irréversible.

Il faut arrêter un projet désormais dans l'impasse et régler le problème en prenant la seule décision raisonnable : respecter la loi sur l'eau, améliorer l'aéroport de Nantes- Atlantique et rendre sa sérénité à Notre Dame des Landes pour que la ZAD redevienne une campagne où vivre et travailler. Vous pourrez ainsi, Monsieur le Ministre, vous consacrer aux blacks blocs si vous le jugez indispensable.

Dans l'espoir de votre réponse, je vous assure de mes salutations les plus distinguées,

Françoise Verchère,
Conseillère générale de Loire-Atlantique

Commentaires sur les incidents à Nantes le 22 février

Gaëlle CHARDON-LUCET :23/02/2014 10:21:44 ayant assisté au début des échanges entre jeunes et CRS à l'entrée du cours des 50 otages, je peux témoigner qu'au démarrage une poignée de jeunes (qu'on avait pu remarquer dans la manif car ils avaient le visage caché par des écharpes... ni plus ni moins nombreux que dans d'autres manifestations contre NNDL qui elles n'ont pas dégénéré) lançaient des bouteilles à la tête de CRS. ce genre d'incident en général est atténué par le stoïcisme des agents mais là ils ont tout de suite répliqué avec bombes lacrimos, bombes fumigènes ou assourdissantes et très vite canon à eau. Quels étaient les ordres donnés à ces CRS car cela nous a vraiment étonné qu'ils démarrent aussi vite ?

Le nombre des CRS étaient impressionnants et disproportionnés et a participé à la montée du sentiment d'agression.

Nous avons passé une partie de l'après-midi dans un café avec d'un côté des CRS et de l'autre des jeunes cagoulés. à un moment, une vingtaine de policiers (non arnaqués comme les CRS) est venue attaqués les jeunes vers eux, ils étaient suivis par les CRS eux en habit de scarabée... très surréalistes car c'était clairement de la provocation pour faire monter la sauce...

plus tard vers 16h30/17h c'était plus calme, nous étions d'ailleurs sortis devant le café, le patron du café a fait remarquer que les CRS étaient en train de discuter pour savoir ce qu'ils faisaient : se retirer ou monter (nous avons tous traduit : calmer le jeu ou faire monter la pression) devinez ce qu'ils ont fait ? et bien non ils n'ont pas calmé le jeu, ils sont au contraire venus encercler les jeunes et ont en plus appelé des voitures bélier...

Alors je ne sais pas si les jeunes roulaient (volontairement ou non) pour le gouvernement, ce qui est clair pour moi c'est que les CRS étaient là pour attiser la haine et provoquer l'incident afin de discréditer le mouvement.

Le 23 février 2014 11:44, anne queffeuilou <anne.queffeuilou@laposte.net> a écrit :

<http://blogs.mediapart.fr/blog/mcollo/220214/casse-nantes-qui-la-faute>

Bonjour et félicitations pour vos efforts

Il n'y avait pas 63 bus mais 64, et oui le notre, pour des raisons logistiques et des impératifs horaires, était stationné à la Beaujoire.

Je partage votre analyse quant aux débordements, et j'en suis à me demander avec d'autres de demander si, finalement, Vals et les pro-aéroports n'avaient pas tout fait pour que ça puisse dégénérer, alors que ça partait bonne enfant malgré cette ville mise en état de siège.

D'autre part, tout près de l'espace de prise de parole, nous avons été témoins d'une charge de CRS alors que personne ne les agressait et ne les provoquait davantage. Après s'être replié, face à la détermination d'un ancien qu'ils ne pouvaient matraquer vu le nombre de témoins, ils ont lancé une vingtaine de bombes lacrymo alors qu'ils y avait des gosses et des personnes âgées. Une gosse de notre comité a été gazée, si c'est une black-bloc, elle est vraiment précoce, elle a moins de 10 ans !...

Des copains 44 pourront corroborer ce témoignage.

Alain, coordinateur du comité Ariège.

Bonjour

Nous étions également près du lieu de prise de paroles en fin d'après-midi ; je confirme les affirmations des collègues du 09 ; la charge des CRS n'avait aucune raison d'être si ce n'est inciter à la provocation. Ils ont de plus refoulé tout le monde vers le centre ville qui avait été ré-ouvert... Quelle logique dans tout cela ?

Quentin, gravement blessé à l'oeil le 22 février à Nantes

publié le dimanche 23 février 2014 à 18:14

Retranscription du témoignage de Quentin, gravement blessé à l'oeil le 22 février à Nantes

> >> écouter le son là : <https://soundcloud.com/valk-photos/retranscription-du-t-moignage>

> >> lire la transcription ci-dessous :

retranscription du témoignage de Quentin, gravement blessé le 22 février à Nantes 23 février 2014, 15:33

Ca a démarré vraiment quand on s'est retrouvés vers Commerce, au moment où on devait remonter normalement le cours des 50 otages, ce qui était censé être le parcours de la manif. Là, il y avait des cars de CRS et des barrières qui bloquaient tout. Nous quand on est arrivés, direct on s'est fait gazer. Il y a eu tout de suite des gaz lacrymo qui ont été jetés sur les gamins, sur tous les gens qui étaient là.

Là c'était la manifestation paisible, normale ?

C'était la manifestation paisible mais il y avait quand même déjà des gens un peu excités déjà avant, depuis le début de la manif. Donc nous on est restés un petit peu dans la zone, voir un peu ce qui se passait, et puis après, sur les conseils des organisateurs et tout, on a continué à marcher, à aller vers le point de ralliement, l'endroit où c'était fini, pour qu'il y ait un mouvement et que ça s'essoufle un peu.

Après, il y a eu plusieurs salves d'affrontement, des lacrymos qui perpétuellement revenaient, lancés par les flics. Et moi, ce qui m'est arrivé, c'est à la fin, on était vers la place Gloriette, entre Gloriette et l'autre là, là où il y a le café plage, ce rond-point là en fait, près du CHU justement. Et nous on allait pour se replier, on rentrait, les CRS avançaient eux, avec les camions et tout le truc, et moi je reculais avec tout un tas d'autres gens. Je reculais en les regardant pour pas être pris à revers et pouvoir voir les projectiles qui arrivaient. Et là, à un moment, j'ai senti un choc, une grosse explosion et là je me suis retrouvé à terre et, comme ils continuaient à nous gazer, ils continuaient à envoyer des bombes assourdissantes alors que j'étais au sol, des gens ont essayé de me sortir le plus vite possible, de m'emmener plus loin aussi. Et puis après je sais pas trop, on m'a mis dans une... les pompiers m'ont emmené quoi.

Et donc, on dit que tu as reçu une grenade assourdissante qui, au lieu d'être tirée en l'air, a été tirée de façon horizontale, dans ton œil ?

Je l'ai prise directement dans le visage. Elle a explosé dans mon visage. Vu ce que ça a fait... Elle a explosé là et c'est comme ça que moi je l'ai ressenti, quoi. Le choc, ça a été un bruit et une douleur extrêmement vive sur le coup, puis bon moi je me suis écroulé. C'est vrai que c'était assez violent j'ai trouvé. Il y avait, de la part des manifestants, des gens qui voulaient absolument lancer des trucs sur les CRS mais les CRS, eux, gazaient n'importe qui. Et ils visaient, au flash ball, ils étaient cachés, on les voyait viser, suivre des gens qui marchaient ou qui couraient en face pour aller se mettre à l'abri. Ils les visaient, les suivaient et shootaient, quoi. et ils visaient pas les pieds. On a vu la façon dont ils tiraient, c'était très... c'était ciblé.

Et toi tu étais là, en manifestant paisible, tu n'étais pas armé, tu n'avais rien dans les mains ?

J'étais pas armé, j'avais pas de masque à gaz, j'avais pas de lunettes de protection. On était là pour une manifestation familiale, festive, on était là pour faire masse, pour faire du nombre. Et après, c'est vrai que je suis resté même s'il y avait les lacrymos, parce que je trouvais ça injuste et qu'il fallait rester. Y'avait des gens, y'avait des pères de famille, y'avait des anciens, y'avait un petit peu de tout et voilà, moi je voulais rester aussi avec les gens pour montrer qu'on était là mais sans...

(Quentin n'a plus d'œil gauche)

Autre témoignage

Nous sommes écoeurés. A la manif anti aéroport, beaucoup de monde ce samedi 22 février 2014 à Nantes. Des gens de toute la France, des gens de tous les âges, des gens issus de plusieurs courants politiques et des gens, simples citoyens comme nous, ni encartés ni militants. Des gens calmes, souriants, pacifiques et déterminés.

Nous venons dire non à un projet qui imaginé il y a quarante ans ne correspond plus ni aux besoins actuels de déplacements ni aux perspectives possibles. Sans compter l'impact écologique énorme quant à la disparition de certaines espèces devenues rares, ou au fait de bétonner (encore) une zone essentielle : qu'auraient été les inondations sur Redon et autres villes de l'Ouest de ce dernier hiver sans ce quasi dernier espace de bocage.

L'aéroport actuel offre des possibilités d'aménagements à moindre coût financier comme écologique : de nombreuses études le prouvent, avec des arguments raisonnés qui ont été très faiblement diffusés pas la presse et encore moins via les grands médias.

Mais aujourd'hui ce qui nous écoeure tient à la manière dont la manifestation de samedi a été à dessein manipulée pour produire des débordements qui étaient assurément voulus en plus haut lieu pour discréditer le mouvement ! Comme un scénario écrit à l'avance, le circuit initial est modifié l'avant-veille de la manifestation laissant très peu de temps aux organisateurs pour garantir de bonnes conditions d'encadrement et de supervision. C'est la première fois que le coeur de Nantes est interdit à une manifestation et le cortège composé d'une part importante de manifestants ne connaissant pas la ville se trouvera écartelé, avec un service d'ordre dans l'impossibilité d'être efficace. Le déploiement de forces de l'ordre qui s'installent pour protéger le coeur de ville inaccessible est énorme, il offre l'image d'une ville assiégée et c'est exactement cette seule image de la manifestation que relayeront tous les médias le soir même !

Dès 15 heures, de premiers affrontements, oui sans doute une poignée est là pour en découdre, instrumentalisant ce combat pour afficher leur radicalisation extrême face aux forces de l'ordre. D'autres aussi, et c'est là notre question, ont été instrumentalisés pour que la manif dérape. Parce que tous les arguments lus ce dimanche 23 février matin dans la presse étaient écrits d'avance : ils avaient intérêt au PS comme à droite à ce que le mouvement passe pour un mouvement incontrôlé, à pouvoir parler de guérilla urbaine alors qu'il s'agit d'un groupe de 500 individus, ou à faire croire à la dévastation de la ville. Qui sont-ils vraiment ces 500 (connus dit le Ministre de l'Intérieur) qui avancent casqués et masqués recherchant l'affrontement ? Qui a eu intérêt à les laisser agir hier ? 500 sur un cortège qui comptait plus de 40 000 personnes.

Contrairement aux images et commentaires principalement diffusés pour les quelques 66 millions de citoyens de France qui n'étaient pas à cette manifestation, la ville n'est pas dévastée. Il y a eu des destructions inadmissibles, mais finalement limitées (rien à voir avec les manifs des bonnets rouges qui ont détruit les portiques écotaxes ou les radars par exemple) : une aubette, une foreuse, des tags, des retraits de pavés (prêts à l'emploi), des jets de peinture sur la façade du commissariat ou de la mairie... et puis les vitres de l'agence Vinci qui ont été descendues... Cette agence qui n'était pas sur le trajet initial de la manif, dans la grande sagesse des organisateurs, et qui s'est retrouvée sans protection particulière sur le seul parcours laissé possible, comme offerte, une invitation provocante. Monsieur le Maire de Nantes, vous aviez pensé porter plainte contre les organisateurs, mais pourquoi pas aussi contre Monsieur le Préfet, représentant de l'Etat, pas moins responsable des dérives inacceptables survenues en marge de cette très belle manifestation ? Pour finir en portant plainte contre X nous pouvons espérer comme vous peut-être que les vraies responsabilités seront dégagées.

Nous sommes écoeurés car nous voilà manipulés par un pouvoir pour lequel nous avons voté, Monsieur Hollande, oui nous avons voté pour vous, comme simples citoyens, ni encartés, ni militants, mais désireux de vivre en démocratie après les années Sarkozy, désireux de vivre autrement que gouvernés par les grands groupes financiers, désireux d'une information juste et loyale à l'égard des citoyens, désireux d'une prise en compte des arguments écologiques sans les faire caricaturer comme contraires au progrès.

Désinformation orchestrée, manipulation, mensonges, soumissions aux grands groupes financiers, mise en cause des élus EELV, menace de dépôt de plainte contre les organisateurs, débauche de moyens policiers.... vous agissez contre toutes les forces qui portent encore la gauche au pouvoir. Combien étions-nous dans le cortège qui avons voté pour vous Monsieur Hollande ? Combien serons-nous à ne plus le faire ? Pourquoi prendre ce risque

inouï à s'enfermer dans un entêtement mortifère, dans un déni manifeste de démocratie et de débat ?

Nous sommes écoeurés. Alors que c'était une très belle manifestation, responsable, tournée vers un avenir que nous souhaitons « tenable » pour nos enfants, sans débauche illusoire de grands projets qui mettent en péril les ressources économiques, naturelles, humaines du pays.

Réveillez-vous (très vite) Monsieur Hollande.

Des citoyens nantais, militants associatifs non encartés mais écoeurés